



Hébergement, asile et intégration

suites....

Les consignes envoyées par le gouvernement Borne aux services déconcentrés en charge de la **cohésion sociale** sont depuis quelques semaines d'ouvrir des « sas de mise à l'abri » ou « sas de desserrement » supplémentaires, non plus pour accueillir des personnes Ukrainiennes mais pour, en off, « soulager la région parisienne de différents squats et campements dans la perspective notamment des prochains jeux olympiques (JO) ».

Les autres régions françaises devront accueillir jusqu'à 600 personnes par mois depuis l'Ile-de-France afin de libérer de la place dans les hôtels pour les futurs travailleurs, bénévoles des prochains JO.

Cette politique est scandaleuse à plusieurs titres :

1/ Ces sas sont des impasses :

Pour assurer des conditions d'accueil dignes aux personnes migrantes et précaires arrivant en France il serait logique que les hébergements soient répartis sur l'ensemble du territoire. Il s'agirait là d'une vraie politique sociale.

Cependant, le terme de sas est choisi car ces centres ne peuvent héberger les personnes migrantes que trois semaines maximum. Or, aucune ouverture de place pérenne n'est prévue en aval pour permettre ne serait-ce qu'une mise à l'abri.

Il s'agit donc de sortir des personnes des hôtels parisiens pour les envoyer dans les rues de Province ! On est bien loin de l'engagement pris par le président Macron que plus personne ne dorme à la rue, avec plus de 300 000 personnes sans solution d'hébergement!

2/ Ces déplacements mettent en tension les services en créant une concurrence des publics :

Pour pouvoir trouver des solutions aux personnes migrantes passées par Paris, on demande aux agent-es publics des ministères sociaux de geler les places disponibles dans les hébergements collectifs existants. L'absence de stratégie à long terme de gestion des crises migratoires et de la grande pauvreté qui nous permettrait de trouver un sens à nos missions, emmène notre hiérarchie à suivre le ministère de l'intérieur dans ses pratiques : trier pour mieux expulser, imposer des mobilités, et in fine réduire les hommes et les femmes du sans-abrisme à un problème de maintien de l'ordre public.

Les agents du ministère des solidarités et de la santé n'ont pas vocation à collaborer à des politiques de mise en concurrence des personnes vulnérables au bénéfice des hôteliers parisiens !

3/ Cela se fait au nom de l'olympisme

Petit rappel, les trois valeurs de l'Olympisme sont l'excellence, l'amitié et le respect. Elles constituent la base sur laquelle le Mouvement olympique fonde ses activités de promotion du sport, de la culture et de l'éducation en vue d'un monde meilleur.

C'est donc ça le monde meilleur ? Obliger les migrants à monter dans des bus, faire le tour de France pour finalement qu'une bonne partie d'entre eux retourne à Paris par leur propre moyen en l'absence de solutions.

Imaginons un peu que ces migrants des rues, ces personnes sans domicile fixe, ces citoyens de troisième zone ... soient des athlètes de haut niveau, ce gouvernement se battrait pour les valoriser afin de redorer son image.

La CGT dénonce cette gestion au jour le jour sans perspectives politiques

La CGT revendique :

- Une organisation des JO fidèle aux valeurs de l'olympisme qui excluent que des hommes et des femmes soient déplacés par bus entiers pour accueillir des athlètes et des touristes. Les JO se doivent avant tout de rassembler les peuples dans une grande fête fraternelle.
- Les JO exigent des investissements dans les infrastructures conséquents (transports, hébergements, accueil) qui doivent aussi permettre de répondre au défi du manque de logement pour les personnes les plus vulnérables.
- Les ministères sociaux doivent mettre les moyens nécessaires en personnels et en crédits pérennes pour porter une politique digne d'accueil, d'hébergement d'insertion et de d'accès au logement des publics à la rue.

DE L'ARGENT IL Y EN A DANS LES CAISSES DES PARADIS FISCAUX, DU PANAMA ET DU PATRONNAT.